



## SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

### SOMMAIRE

1	Agenda .....	2
2	Aide à domicile .....	2
3	Délinquance .....	3
4	Discriminations.....	3
5	Droit des étrangers .....	4
6	Enfance - Famille .....	4
7	Etablissement social et médico-social .....	7
8	Immigration .....	7
9	Insertion .....	8
10	Jeunes .....	8
11	Logement - Hébergement .....	10
12	Pauvreté - Lutte contre les exclusions .....	10
13	Personnes âgées .....	11
14	Personnes en situation de handicap.....	14
15	Politiques sociales .....	18
16	Protection de l'enfance .....	19
17	Protection des majeurs.....	21
18	Travail social.....	22
19	Violences .....	25
20	Acquisitions .....	26

# 1. AGENDA

---

## **"Autonomie quand tu nous (re)tiens. 18 ans... avant... après..."**

23 au 25 septembre 2015, LILLE

<http://www.anpf-asso.org/fr/evenement/lille-2015-autonomie-quand-tu-nous-retiens>

24es journées d'études organisées par l'ANPF

## **La loi d'adaptation de la société au vieillissement dans le contexte de la réforme territoriale**

1<sup>er</sup> et 2/10/2015, ANGERS

<http://www.cnfpt.fr/content/loi-dadaptation-societe-au-vieillissement>

Colloque organisé par le Pôle autonomie Du CNFPT

## **Comment l'esprit vient aux vieux?**

10 octobre 2015, PARIS

[http://www.oldup.fr/sites/files/oldup/fichiers/fichier\\_atelier](http://www.oldup.fr/sites/files/oldup/fichiers/fichier_atelier)

Journée organisée par l'association Oldup

## **L'accueil familial : accueillir un enfant dans une famille... et sur un territoire ?**

13 et 14 octobre, ANGERS

<http://www.cnfpt.fr/content/laccueil-familial-accueillir-enfant-famille->

Colloque organisé par le Pôle enfance du CNFPT, en partenariat avec l'ONED

# 2. AIDE A DOMICILE

---

## **Enfants handicapés. Accompagnement extrascolaire : une demande mal satisfaite**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 30-33

Les enfants handicapés ne sont pas que des élèves. Mais, en dehors de l'école, le souci de leur inclusion est mal pris en compte. Certains services d'aide à domicile montrent pourtant qu'il est possible de proposer des solutions adaptées aux parents dont les enfants ont des besoins particuliers d'accompagnement.

- Compensation et accessibilité, les piliers de l'inclusion : expérience de l'association Handisup, en Loire-Atlantique

<http://www.handeo.fr/vous-informer-publications-handeo>

<http://www.handeo.fr/vous-informer-actualites>

<http://www.handisup.fr/>

## **Droits et participation à domicile, l'impossible défi ?**

Journal du domicile (le), n° 70, 05/2015, p. 14-19

La nécessaire participation et l'effectivité des droits des personnes accompagnées à domicile est bien présente dans la tête des gestionnaires mais sa déclinaison pleine et entière se heurte encore à de nombreux obstacles.

## **L'aide à domicile : un emploi à salaire partiel / AVRIL Christelle**

Journal du domicile (le), n° 70, 05/2015, p. 20-21

Christelle Avril a suivi des travailleuses à domicile pendant plusieurs années. Travaillant dans des conditions difficiles, les professionnelles de l'aide à domicile, car ce sont principalement des femmes, vivent également dans une grande précarité eu égard de la généralisation du temps partiel dans ce secteur. Pour elle, la professionnalisation des aides à domicile ne passe pas par plus de polyvalence mais par davantage de spécialisation, ce qui nécessite de sortir de l'étai du temps partiel subi.

10 questions à se poser avant de se lancer dans une démarche de certification / HADDAD Patrick

Journal du domicile (le), n° 70, 05/2015, p. 22

10 questions à se poser pour s'engager en connaissance de cause.

### 3. DELINQUANCE

---



#### **Mauvaises filles. Déviantes et délinquantes. 19 et 21<sup>ème</sup> siècles**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 29/15, 19/06/2015, p. 38

Le centre Enfants en justice s'est transformé en fête foraine, le temps d'une exposition thématique ambitieuse sur les « Mauvaises filles ». Chamboule-tout, miroirs déformants, tir à la carabine, photomaton, cabinet noir, buvette et stand de confiseries... chaque attraction risque de mener sur les chemins de la « mauvaise vie » ! Tout commence par le jeu de l'oie blanche. Le visiteur-joueur devra s'emparer du dé pour accéder, de cases en cases, aux différentes thématiques et parvenir, à la fin du plateau, soit à la Liberté soit à l'Enfermement. Chaque visite de l'exposition est donc unique puisqu'elle dépend de l'avancée du pion et de la réussite des épreuves.

**Jusqu'au 18 décembre au centre d'exposition Enfants en justice – Ferme de Champagne, rue des Palombes – 91600 Savigny-sur-Orge – Réservation : 0169542419 ou [veronique.blanchard@justice.fr](mailto:veronique.blanchard@justice.fr)**

<http://mauvaisesfilles.info>

### 4. DISCRIMINATIONS

---

#### **L'accès à la PMA pour toutes les femmes : le Haut Conseil à l'Egalité appelle à mettre fin à une double discrimination**

Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, 01/07/2015

<http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/sante-droits-sexuels-et/actualites-53/article/l-acces-a-la-pma-pour-toutes-les>

Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) publie ce mercredi 1er juillet son Avis portant contribution au débat sur la procréation médicalement assistée (PMA). Dans cet Avis adopté à une très large majorité, le Haut conseil recommande au Gouvernement et au Parlement d'étendre l'accès à la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires.

#### **Contrôle au faciès" : le défenseur des droits salue la décision de la cour d'appel de Paris**

Lettre d'information du site des ASH, 26/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86364/contrôle-au-faciès-le-défenseur-des-droits-salue-la-décision-de-la-cour-d'appel-de-paris.html>

Le défenseur des droits s'est félicité que la cour d'appel de Paris ait "*repris à son compte une grande partie de l'argumentaire juridique qu'il avait développé devant elle*", en février dernier, dans les arrêts rendus, mercredi 24 juin, en faveur de cinq requérants estimant avoir été victimes de discrimination dans le cadre de contrôles d'identité. L'instance a en effet **condamné l'Etat pour faute lourde** à verser aux intéressés 1 500 euros à titre de dommages et intérêts, en réparation de leur préjudice moral.

#### **Un premier pas vers l'action de groupe en matière de lutte contre les discriminations**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 12-13

Les victimes de discrimination vont-elles bientôt pouvoir s'unir pour porter leurs cas respectifs en justice ? Un premier pas a été franchi avec l'adoption par les députés, le 10 juin en première lecture, d'une proposition de loi socialiste visant à instaurer une action de groupe contre les discriminations. Le texte, qui s'inspire du dispositif instauré en matière de droit de la consommation par la loi « Hamon » du 17 mars 2014, devrait être intégré dans le futur projet de loi « Justice du XXI<sup>e</sup> siècle » porté par Christiane Taubira, dont l'examen parlementaire devrait débuter en octobre. C'est en tout cas la volonté du gouvernement.

## « Il existe une ségrégation à la fois sociale et scolaire dans l'école française »

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2914, 12/06/2015, p. 36-37

En France, contrairement à d'autres pays, la mixité sociale à l'école ne fait encore l'objet d'aucune mesure. Organisme indépendant, le Cnesco a voulu la mesurer grâce à deux études, présentées début juin à Paris. Les explications de sa présidente, la sociologue Nathalie Mons.

[http://www.cnesco.fr/cci\\_mixites/](http://www.cnesco.fr/cci_mixites/)

## 5. DROIT DES ETRANGERS

---

### **Demande d'asile : Forum réfugiés-Cosi publie son état des lieux annuel**

Lettre d'information du site des ASH, 22/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86198/demande-d-asile-forum-refugies-cosi-publie-son-etat-des-lieux-annuel.html>

Au lendemain de la présentation du plan "migrants" par le gouvernement, à la suite d'une série d'expulsions particulièrement médiatisées, le rapport de Forum réfugiés-Cosi, publié samedi 20 juin à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés, rappelle qu'en France, **seulement 27 % des demandeurs d'asile disposaient, fin 2014, d'une place dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)** - à la suite de l'ouverture de 1 000 places au printemps 2015 et à la publication d'appels d'offres pour 5 000 places supplémentaires d'ici à la fin de l'année, la France devrait disposer d'environ 30 000 places en CADA en 2016 -.

**Rapport annuel sur l'asile en France et en Europe, à commander sur le site de Forum réfugiés-Cosi (15 euros).**

## 6. ENFANCE ET FAMILLE

---

### **Colloque EFA sur « Le devenir des adoptés (15-30 ans) » : résultats enquête et interventions synthétiques en ligne**

Lettre UNAF n° 491 / 29 juin 2015

<http://www.unaf.fr/spip.php?article18833>

Les 4 et 5 juin derniers, Enfance et Familles d'adoption (EFA), membre de l'UNAF, a organisé un colloque international : « Le devenir des adoptés (15-30 ans) ». L'UNAF, représentée par David Pioli, Coordonnateur du pôle "Droit, psychologie et sociologie de la famille" a participé à ce colloque. 270 personnes se sont réunies, dans l'hémicycle de la région Île-de-France, pour découvrir les résultats d'une enquête sans précédent sur le devenir des adoptés et entendre des chercheurs et professionnels français et étrangers présenter les dernières recherches sur la scolarité, la santé, l'accès aux origines des enfants adoptés... La synthèse de l'enquête ainsi que les résumés des interventions sont désormais disponibles sur le site d'EFA.

### **Chiffres clefs de la famille ; Unaf, 2015**

[http://www.unaf.fr/IMG/pdf/bro\\_24p\\_chiffre\\_cle\\_2015-hd.pdf](http://www.unaf.fr/IMG/pdf/bro_24p_chiffre_cle_2015-hd.pdf)

Nombre de familles, situation familiale selon les âges, naissances, nombre idéal d'enfants, différence de niveau de vie entre couples avec et sans enfants, besoin non satisfait en modes de garde de la petite enfance...

## Accueil de la petite enfance

### **Tu es un enfant à caprices**

Newsletter CREDE - No 93 (30 juin 2015)

Victime de son succès, l'ouvrage de Marianne Zogmal, "T'es un enfant à caprices", est épuisé.

Il peut être téléchargé gratuitement sur le site de l'université de Genève :

<http://www.unige.ch/fapse/publications-ssed/files/1814/1572/5507/No119.pdf>

### **Petite enfance : mieux animer les relais d'assistants maternels**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2276, 29/06/2015, p. 60-61

Alors que le gouvernement veut multiplier les relais d'assistants maternels sur le territoire, le choix des animateurs est crucial pour en garantir l'attractivité. Une profession qui requiert un si grand nombre de compétences qu'elle doit être nécessairement soutenue par la formation.

Expériences et témoignages : CC du pays du Grésivaudan (Isère) : apprendre à résoudre les conflits. Une formation à la médiation et au contrat permet aux animateurs d'être moins démunis face aux situations de conflits ; CC du canton de Rumilly (Haute-Savoie) : la solution des travailleurs sociaux. Le profil de travailleur social permet un autre regard sur la professionnalisation des assistantes maternelles.

### **Regards croisés sur la psychomotricité**

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 9-19

Au sommaire :

- Mouvements des corps et harmonie des postures
- La place du psychomotricien au sein des structures petite enfance
- Des ateliers de psychomotricité sans budget spécifique
- La motricité, un espace de créativité pour l'enfant
- Le "yogalipette" en relais d'assistantes maternelles

### **L'accompagnement, une alliance à construire** / GUYON Claire, LEPINEAU Anaïs, NEGRE Capucine, VANEGAS Marcela

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 20-22

Le concept d'accompagnement peut être appréhendé de différentes façons, mais il est toujours fondé sur le respect de l'autonomie et des compétences de l'individu. La posture de l'accompagnant repose sur une alliance avec la personne, avec un questionnement éthique et un ajustement permanent.

### **Jeu et sécurité affective du jeune enfant en collectivité** / AMIEL Sarah

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 23-24

L'accueil du jeune enfant en collectivité nécessite un environnement adapté à ses besoins. Sa sécurité affective, en particulier, est indispensable à son développement. Le professionnel a un rôle fondamental auprès de lui.

### **La place des personnes relais** / SCHUHL Christine

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 25-26

Lorsque les organisations quotidiennes sont pensées autour des enfants et des adultes, les rythmes des uns et des autres s'entrecroisent. Les temps se succèdent et les accompagnements se diversifient. À chaque enfant, une réponse, à chaque professionnel une posture dictée par des situations complexes. C'est au cœur de ces pratiques professionnelles que les personnes relais prennent une place bien particulière, à définir et à reconnaître.

### **L'éveil musical pour les bébés en structure collective** / LAURENT Claire

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 27-28

Des ateliers d'éveil musical peuvent être proposés aux bébés, qui sont tour à tour spectateurs ou acteurs de la mélodie. La musique leur donne accès à un monde de découvertes et d'émotions, notamment par l'écoute et l'improvisation sur des instruments.

### **Le recrutement, une part de risque** / GOUTTEFARDE Lydie

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 3-5

Le recrutement d'un nouveau professionnel est un exercice délicat qu'il convient de mener avec une grande vigilance. L'entretien d'embauche qui permet de cerner les compétences, savoir-faire et savoir-être de la personne, est aussi un moment de rencontre et de partage autour d'un projet professionnel. L'écoute, le dialogue et le respect permettent de créer un climat de confiance.

### **Accompagner la prise de poste d'un nouveau professionnel / MATA Liliane**

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 7-9

L'accueil d'un nouveau professionnel comprend plusieurs étapes qui ne doivent pas être négligées. De l'entretien d'information à l'affectation de l'agent, l'accompagnement est réalisé en vue d'une intégration réussie au sein de l'équipe. Il est poursuivi au cours de la carrière par des entretiens réguliers.

### **La professionnalisation, une étape indispensable à la qualité de l'accueil / LEON Marie**

Métiers de la petite enfance, n° 222, 06/2015, p. 11-13

Les pratiques professionnelles se déploient aujourd'hui dans les établissements d'accueil de jeunes enfants, sous la responsabilité du directeur et dans le cadre de référence commun du projet éducatif et pédagogique. Dans ces métiers de praticiens, il n'est pas toujours aisé de traduire la théorie en pratique pour proposer des orientations éducatives fondées sur les besoins des enfants. Le directeur a un rôle clé afin d'impulser, auprès de son équipe, les postures et pratiques adaptées.

## **Développement de l'enfant**

### **Les tout-petits ont le sens de la justice**

Monde (le), n° 21907, 24/06/2015, p. 3

Les très jeunes enfants sont-ils, comme on aurait tendance à le penser, de petits « monstres » incapables de partager leurs jouets, insensibles à la détresse d'autrui ? Pas du tout, révèle une enquête publiée dans *Current Biology*, conduite par une équipe de l'Institut Max-Planck de Leipzig (Allemagne) et de l'université de Manchester (Royaume-Uni). Au contraire, les tout-petits montrent, dès l'âge de 3 ans, un réel souci des autres et un sens de la justice « réparatrice » : ils sont capables d'intervenir pour réparer les torts causés à quelqu'un d'autre par un tiers malveillant. Un résultat qui a surpris les auteurs de l'étude eux-mêmes.

## **Parentalité**

### **De la difficulté à trouver des moyens efficaces pour lutter contre l'absentéisme scolaire / ROGUE Fanny**

Petites affiches, n° 111, 04/06/2015, p. 6-9

Près de deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 31 janvier 2013 abrogeant la suppression des prestations familiales en cas d'absentéisme scolaire et le contrat de responsabilité parentale, le décret d'application de cette loi a enfin été adopté. Le décret du 18 novembre 2014 relatif à la prévention de l'absentéisme scolaire prévoit une réponse graduée à ce phénomène, reposant essentiellement sur le dialogue et la coopération entre les parents, l'institution scolaire et les organismes de protection de l'enfance et de soutien à parentalité

## **Périnatalité**

### **La fréquence des naissances de petit poids : quelle influence a le niveau d'instruction des mères ? / PANICO Lidia, TO Maxime, THEVENON Olivier**

Population et sociétés, n° 523, 06/2015, 4 p.

Les femmes peu instruites ou de milieux défavorisés ont plus souvent que les autres des enfants caractérisés par un petit poids de naissance. Lui-même associé à un risque de mauvaise santé dans l'enfance, voire à l'âge adulte. S'appuyant sur l'enquête Elfe qui suit une cohorte de 18 000 enfants nés en France en 2011. Les auteurs ont examiné les liens entre les caractéristiques socioéconomiques des familles et l'état de santé des nouveau-nés.

## **Politiques de périnatalité et de prévention précoce : travailler en réseau pour soutenir les parents et les enfants [bibliographie] / CNFPT**

INSET Angers, 06/2015, 23 p.

[http://www.cnfpt.fr/sites/default/files/dossier\\_doc\\_perinat](http://www.cnfpt.fr/sites/default/files/dossier_doc_perinat)

Bibliographie réalisée à l'occasion du colloque organisé par le Pôle Enfance du CNFPT, à l'INSET d'Angers le 16 juin 2015.

## **7. ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL**

---

### **Vie affective et sexualité en ESSMS**

Cahiers de l'actif (les), n° 464-467, 01/2015, 309 p.

- Vie affective et sexuelle : l'évolution du droit et des idées
- Approches développementale et psychopathologique : impacts sur les modes d'accompagnement
- La vie affective et sexuelle à l'épreuve du quotidien institutionnel
- Devenir adulte à l'exercice de la parentalité
- La place de l'intime en institution
- Agressions sexuelles et psycho-traumatiques : quelles réponses possibles en matière de prévention et d'accompagnement ?

## **8. IMMIGRATION**

---

### **Lutte contre la traite des êtres humains. Protection rapprochée**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 24-28

L'Accueil sécurisant (Ac.Sé) protège les victimes de la traite des êtres humains en organisant leur éloignement géographique et leur orientation vers des hébergements généralistes. En 2014, ce dispositif a valu à l'association ALC le prix de « Prévention de la délinquance » et le deuxième prix européen de « Prévention de la criminalité ».

<http://www.acse-alc.org/fr/>

### **Rétention administrative : le nombre d'enfants enfermés a augmenté en 2014**

Lettre d'information du site des ASH, 30/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86437/retention-administrative-le-nombre-d-enfants-enfermes-a-augmente-en-2014.html>

Alors qu'elles militent depuis de nombreuses années contre l'enfermement des étrangers, les cinq associations qui interviennent dans les centres de rétention administrative (CRA) pour y assurer une mission d'information et d'assistance juridique - l'Assfam, la Cimade, Forum réfugiés-Cosi, France terre d'asile et l'Ordre de Malte - constatent, une fois encore, dans leur cinquième rapport, publié mardi 30 juin, une augmentation du nombre de personnes enfermées en 2014. "Plus 9 % par rapport à l'an dernier", précise David Rohi, responsable de la "commission éloignement" de la Cimade. "Soit près de 50 000 personnes privées de liberté - 10 fois plus qu'en Allemagne et 18 fois plus qu'en Angleterre !" Rien qu'à Mayotte, précisent les associations, le placement en rétention a progressé de 19 %. Quant au taux d'éloignement suite à cet enfermement, il varie de 48 % en métropole à 64 % en Guyane et à près de 100 % à Mayotte.

### **Centres et locaux de rétention administrative - Rapport 2014**

<http://cimade-production.s3.amazonaws.com>

## **Grandir dans un nouveau pays : Guide à l'intention des intervenants qui travaillent auprès des familles nouvellement arrivées au pays**

Le Centre de ressources Meilleur départ, bulletin de santé maternelle et infantile - juin 2015

<https://word-view.officeapps.live.com>

Cette ressource Meilleur départ a été adaptée en français pour les intervenants par le Centre de la petite enfance Ottawa Sud. Il a pour but d'aider les intervenants à comprendre les besoins particuliers des familles nouvellement arrivées au Canada. Ce guide comprend des suggestions de programmes pour répondre à ces besoins.

## **Le gouvernement annonce un plan pour améliorer l'accueil des migrants**

Lettre d'information du site des ASH, 17/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86065/le-gouvernement-annonce-un-plan-pour-ameliorer-l-accueil-des-migrants.html>

Face à la question migratoire qui occupe le devant de la scène médiatique et politique depuis plusieurs semaines, le gouvernement a présenté, mercredi 17 juin en conseil des ministres, un plan intitulé "Répondre à la crise des migrants : respecter les droits, faire respecter le droit". "Depuis le mois d'avril, la hausse des flux migratoires a entraîné en France un développement très préoccupant de campements illicites, indignes et inacceptables, pour les migrants eux-mêmes, comme pour le reste de la population", ont expliqué les ministres de l'Intérieur et du Logement, dans une communication commune.

## **9. INSERTION**

---

### **L'insertion par l'activité économique**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 126, 06/2015, 114 p.

Après avoir donné une vue d'ensemble du champ de l'insertion par l'activité économique, ce numéro, à jour de la législation applicable, revient en détail sur chacune des quatre structures le composant.

<http://www.ash.tm.fr/consultation/sommaire.php?acronyme=ashnj>

### **L'insertion par l'activité économique en 2013. Stabilité de l'emploi et de l'activité**

DARES analyses, n° 46, 06/2015, 10 p.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2015-046.pdf>

En 2013, 127 600 salariés en insertion ont travaillé dans une structure de l'insertion par l'activité économique (IAE), en moyenne chaque mois. Ce nombre est stable par rapport à l'année précédente. Répartis dans 3 800 structures conventionnées par l'État, 46 % de ces salariés sont mis à disposition par une association intermédiaire (AI), 34 % travaillent dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) et les autres dans une entreprise d'insertion (EI, 10 %) ou pour une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI, 10 %).

### **La DARES propose une cartographie des missions locales qui révèle de fortes disparités**

Lettre d'information du site des ASH, 23/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86286/la-dares-propose-une-cartographie-des-missions-locales-qui-revele-de-fortes-disparites.html>

Zone de couverture, fréquentation, ressources, activités... : pour la première fois, la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) a recensé l'ensemble de ces données concernant les 444 missions locales du territoire français. Réalisé sous la forme d'un atlas composé de 23 fiches régionales (une pour chacune des 22 régions métropolitaines et une relative à l'ensemble des régions d'outre-mer), ce document "restitue le contour global de chaque mission locale (incluant son siège, ses antennes et ses permanences d'accueil) en le cartographiant. Il permet ainsi d'apprécier toute la variété des situations locales dans chaque région et entre les régions", indique la DARES.

**Atlas des missions locales, DARES, juin 2015**, en ligne sur le site de la DARES.

[http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Atlas\\_des\\_missions\\_locales.pdf](http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Atlas_des_missions_locales.pdf)



## **Des économistes plaident pour fusionner les aides au logement avec le RSA**

Lettre d'information du site des ASH, 23/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86229/des-economistes-plaident-pour-fusionner-les-aides-au-logement-avec-le-rsa.html>

Dans une étude intitulée "Réformer les aides personnelles au logement : vers une fusion des prestations sociales ?", l'Institut des politiques publiques (IPP) - issu d'un partenariat entre le Centre de recherche en économie et statistique (CREST) et la Paris School of economics (PSE) - plaide pour "fusionner les aides personnelles au logement avec les autres dispositifs d'aide aux ménages, en particulier le revenu de solidarité active (RSA) et la prime pour l'emploi (PPE)" (cette dernière devant cependant disparaître avec la création de la prime d'activité)

**"Réformer les aides personnelles au logement : vers une fusion des prestations sociales ?"**, Note IPP n° 18 et **"Réformer les aides personnelles au logement"**, rapport IPP n° 10, juin 2015, à télécharger sur le site de l'IPP.

<http://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2015/06/reformer-aides-logement-IPP-juin2015.pdf>

<http://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2015/06/n18-notesIPP-juin2015.pdf>

## **10. JEUNES**

---

### **Une vidéo pour inciter les jeunes à respecter les services publics**

Lettre d'information de la politique de la ville n°309 ? 19/06/2015

Les ministères de la Ville et de l'Intérieur ont lancé une campagne de communication digitale pour inciter les jeunes à respecter davantage les services publics. Cette campagne tente également de combattre le cliché d'une délinquance juvénile généralisée en valorisant les comportements positifs des jeunes.

**Vidéo sur :** <https://www.youtube.com/watch?v=tuxl7WyctDk>

### **Santé mentale et mal-être des jeunes. Université des familles. Actes du 14 mai 2014**

Union nationale des associations familiales (Unaf), 2015, 24 p.

[http://www.unaf.fr/IMG/pdf/actes\\_universite\\_des\\_familles-sante\\_mentale.pdf](http://www.unaf.fr/IMG/pdf/actes_universite_des_familles-sante_mentale.pdf)

### **Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes / NABLI Béligh, NAVES Marie-Cécile**

France Stratégie, 06/2015, 82 p.

[http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/rapport\\_engagement\\_des\\_jeunes\\_web.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/rapport_engagement_des_jeunes_web.pdf)

En dépit de la hauteur des barrières que les institutions économiques, sociales et politiques de notre pays opposent aux jeunes, le conflit entre générations n'a pas, aujourd'hui, d'existence politique visible. Les partis, syndicats ou associations qui structurent notre vie collective existaient presque tous il y a vingt ou trente ans, quand ce n'est pas beaucoup plus.

### **Dossier | Les jeunes ruraux : zoom sur une population en pleine mutation**

Injep.fr, 19/06/2015

<http://www.injep.fr/Dossier-Les-jeunes-ruraux-zoom-sur?xtor=RSS-2>

Aujourd'hui, la France métropolitaine, selon le commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) compte plus de 9,5 millions de jeunes âgés de 18 à 29 ans, dont seulement 2,5% résidant dans des cantons faiblement peuplés. Qu'est-ce qui les différencie jeunes des villes et jeunes des champs ?

## 11. LOGEMENT - HEBERGEMENT

---

### Les vulnérabilités résidentielles en questions

metropolitiques.eu, 06/2015

Les effets de la crise du logement sur les plus pauvres sont l'objet de nombreux travaux en France et à l'étranger. À travers la notion de vulnérabilité résidentielle, ce dossier propose une approche critique des dynamiques de production de la fragilité sociale qui permet de penser le mal-logement sous l'angle des rapports de domination.

<http://www.metropolitiques.eu/Les-vulnerabilites-residentielles.html>

### Hébergement - L'urgence de solutions

Lien social, n° 1166, 25/06/2015, p. 24-31

Le dispositif d'hébergement d'urgence se résume bien souvent à de simples mises à l'abri. De nombreuses personnes n'ont plus ni accès à l'hébergement, ni accompagnement social. Malgré la mobilisation des associations, l'Etat agit à peine sur les effets, jamais sur les causes. Pourtant, des solutions pérennes pourraient être développées. Face à la violence de ce système à bout de souffle, des personnes qui ont connu la rue se mobilisent et développent des projets. Parfois seules, souvent accompagnées par des professionnels. Gros plan sur plusieurs initiatives.

### Les communautés au centre du jeu

Intercommunalités, n° 199, 04/2015

<http://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/ADCF-Interco199-150504-Web.pdf>

Alors que la question de la mixité sociale revient en force dans le débat public, les lois Alur et politique de la ville (Lamy) prévoient la mise en place de différents dispositifs concernant la gestion de la demande et les politiques d'attribution des logements locatifs sociaux. Comment les communautés s'en saisissent-elles et anticipent-elles leur mise en œuvre ?

## 12. PAUVRETE – LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

---

### Plan pauvreté : Valls remobilise les pilotes de la déclinaison territoriale

Lagazette.fr, 23/06/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/>

Soucieux du retard pris à l'échelon local, le Premier ministre va rappeler aux préfets de région et de département, dans une instruction, leur rôle de coordinateur. Avec l'espoir que cette cohérence entraînera l'émergence de solutions nouvelles.

### « Il existe une ségrégation à la fois sociale et scolaire dans l'école française »

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2914, 12/06/2015, p. 36-37

En France, contrairement à d'autres pays, la mixité sociale à l'école ne fait encore l'objet d'aucune mesure. Organisme indépendant, le Cnesco a voulu la mesurer grâce à deux études, présentées début juin à Paris. Les explications de sa présidente, la sociologue Nathalie Mons.

[http://www.cnesco.fr/ci\\_mixites/](http://www.cnesco.fr/ci_mixites/)

### Silence, on tourne !

Quart monde, n° 234, 2015, p. 3-44

Au même titre que la littérature ou la peinture, le cinéma a très souvent eu rendez-vous avec la pauvreté et la misère. À travers la fiction comme à travers le genre documentaire. Comment donne-t-il à voir la pauvreté et celles et ceux qui la vivent, la subissent, la combattent ?

Au sommaire :

<http://www.revue-quartmonde.org/spip.php?article331>

## **Revenus minima garantis : la moitié des bénéficiaires vivent avec moins de 920 euros par mois en 2012 / MISSEGUE Nathalie**

Etudes et résultats, n° 921, 06/2015, 8 p.

[http://www.drees.sante.gouv.fr/revenus-minima-garantis-la-moitie-des-beneficiaires-vivent\\_11494.html](http://www.drees.sante.gouv.fr/revenus-minima-garantis-la-moitie-des-beneficiaires-vivent_11494.html)

En 2012, le niveau de vie médian des bénéficiaires d'un revenu minimum garanti était de 920 euros par mois, indique cette étude publiée par la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), alors que le niveau de vie médian de la population en métropole s'élevait à 1 650 euros par mois. L'immense majorité de ces allocataires (95 %) vivent dans des ménages dits "ordinaires" - en logement individuel -, et disposaient d'un niveau de vie médian plus élevé que ceux résidant dans une structure collective, une habitation mobile ou autre logement atypique (990 euros par mois contre 790 euros) car ils percevaient des aides au logement. "Cependant, leur niveau de vie médian et celui des personnes vivant avec eux [restait] inférieur de 40 % à celui de l'ensemble de la population métropolitaine vivant dans un ménage 'ordinaire', qui dispose en moyenne de 1 650 euros par mois", précise la DREES.

## **Accès aux soins / inégalités sociales de sante**

### **Accès aux soins : les Pass au service des plus précaires**

Alternatives économiques, n° 348, 07/2015, p. 28-30

Les permanences d'accès aux soins accueillent à l'hôpital les personnes en situation de précarité en leur proposant une approche à la fois médicale et sociale. Une action efficace et peu coûteuse.

### **Une action santé auprès des publics en difficulté. Des recettes pour l'équilibre**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2916, 26/06/2015, p. 20-24

L'association Nelson-Mandela au Mans, propose aux résidents de ses logements d'insertion des activités physiques et des ateliers de cuisine. L'objectif ? Rompre leur isolement et mener des actions de prévention en matière de santé.

### **La santé des élèves de grande section de maternelle en 2013 : des inégalités sociales dès le plus jeune âge**

Etudes et résultats, n° 920, 06/2015, 6 p.

<http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/er920.pdf>

Dès l'âge de 6 ans, indicateurs de santé et habitudes de vie rendent compte de fortes disparités selon le milieu social. La prévalence de la surcharge pondérale et la santé buccodentaire en sont une illustration. En 2013, 12 % des enfants de grande section de maternelle sont en surcharge pondérale et 3,5 % sont obèses. L'enquête de santé scolaire réalisée en 2012-2013 confirme la stabilisation de la prévalence de la surcharge pondérale amorcée depuis 2006 et le maintien des inégalités sociales de santé.

[http://www.drees.sante.gouv.fr/la-sante-des-eleves-de-grande-section-de-maternelle-en-2013\\_11486.html](http://www.drees.sante.gouv.fr/la-sante-des-eleves-de-grande-section-de-maternelle-en-2013_11486.html)

## **13. PERSONNES AGEES**

---

### **Le projet de loi vieillissement entrera bien en vigueur début 2016, affirme Laurence Rossignol**

Lagazette.fr, 24/06/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com>

Laurence Rossignol, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, a assuré mercredi 24 juin que le projet de loi sur le vieillissement entrerait bien en vigueur comme prévu au 1er janvier 2016, en réponse aux inquiétudes exprimées par des associations.

## **Vieillesse de l'Europe et de l'Asie centrale : troisième âge d'or ?**

Or-gris.org, 29/06/2015

<http://www.or-gris.org/>

Un nouveau rapport de la Banque mondiale intitulé Golden Aging : prospects for healthy, active and prosperous aging in Europe and Central Asia jette un regard intéressant sur les problématiques et les opportunités liées au vieillissement de ces populations. "Ce rapport présente une vue d'ensemble des diverses difficultés auxquelles les pays d'Europe et Asie centrale doivent faire face en raison du vieillissement de leurs sociétés » a indiqué pour l'occasion Hans Jörg Schelling, ministre autrichien des Finances.

## **Service public : La Poste transforme ses missions**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2276, 29/06/2015, p. 26-28

Pourquoi ? Face à la baisse du trafic du courrier et à la numérisation des échanges, La Poste doit se réinventer. Le groupe a engagé un profond mouvement de diversification de ses activités.

Pour qui ? De nouveaux services sont proposés par les facteurs aux particuliers, aux collectivités territoriales et aux entreprises. La Poste s'apprête à ouvrir son réseau de bureaux à d'autres opérateurs.

Comment ? Le groupe a engagé un profond mouvement de diversification de ses activités, misant sur son réseau de proximité, ses 80 000 facteurs et ses diverses innovations numériques.

Expérience - Royan (Charente-Maritime) : C'est une première en Charente-Maritime. En juillet 2014, à l'initiative de Didier Quentin, député maire de Royan, le CCAS de cette station balnéaire a signé une convention avec La Poste. **Le but du programme Cohésio : rompre l'isolement des personnes fragiles...**

## **Retour sur les départements (2e partie)**

Gérosopie pour les décideurs en Gérontologie, n° 58, 06/2015, p. 12-13

Pour faire suite à ma chronique du mois dernier (1ère partie). Renforcer ma cohésion sociale et assurer un socle de solidarité efficient impose de penser l'organisation des territoires en fonction autant des publics, que des conditions géographiques, économiques et culturelles.

## **Prise en charge des personnes âgées : ces projets législatifs qui changent la donne**

EHPAD magazine, n° 34, 05/2015, p. 11-19

Projet de loi de modernisation de notre système de santé, projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement de la société : ces deux textes législatifs préfigurent un certain nombre d'évolutions dans la prise en charge des personnes âgées, notamment leur accueil en Ehpad. Encore faudra-t-il que les moyens alloués aux différentes mesures instaurées soient à la hauteur des ambitions affichées. Par ailleurs, améliorer la prise en charge des personnes âgées en mettant fin aux difficultés ou aux ruptures de parcours est déjà la vocation des programmes Paerpa (Personnes âgées en risque de perte d'autonomie) lancés par la ministre de la Santé Marisol Touraine en septembre 2014. Très intéressants sur le papier, ils ont toutefois mis un certain temps à être activés. En effet, l'organisation de ces dispositifs pilotes se stabilise tout juste, si bien que les bénéfices réels sur le terrain semblent, hélas, encore embryonnaires. À l'heure où députés et sénateurs planchent sur ces deux textes de loi impactant les Ehpads, Ehpads Mag fait le point sur les futurs changements législatifs et les dispositifs déjà en cours.

## Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

### Un décret lance officiellement l'étude sur les coûts de revient en Ehpad

Localtis, 1<sup>er</sup> juillet 2015

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250269171966>

Un décret du 22 juin 2015 précise les modalités de mise en œuvre de l'étude sur les coûts de revient et les tarifs dans les Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). La réalisation de cette étude est l'une des missions confiées à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie par l'article L.14-10-1 du Code de l'action sociale et des familles. Celui-ci précise en effet que la CNSA est notamment chargée "de réaliser, dans des conditions fixées par voie réglementaire, une étude relative à l'analyse des différents coûts de revient et tarifs des établissements et services mentionnés à l'article L.312-1 et relevant de sa compétence, sur la base des données qu'ils lui transmettent [...]"

<http://legifrance.gouv.fr/eli/decret/2015/6/22/AFSA1502914D/jo/texte>

### Démarche à suivre. Implanter un parc animalier dans un EHPAD

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, n° 58, 06/2015, p. 12-13

11 élèves de l'ENSAIA (Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie et des industries Alimentaires) de Vandœuvre-Lès-Nancy ont travaillé sur le projet de création d'un parc animalier au sein d'une maison de retraite, l'EHPAD de la Sainte-Famille

### Nutrition - "Augmenter le plaisir autour du repas"

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, n° 58, 06/2015, p. 42-46

Le programme de recherche Aupalesens montre que la lutte contre la dénutrition des résidents en EHPAD nécessite une plus grande variété alimentaire et le retour du plaisir de manger. Explication de Claire Sulmont-Rossé, docteur en sciences de l'alimentation à l'INRA de Dijon.

### Demain, tous au CPOM ?

Mensuel des maisons de retraite (le), n° 181, 05/2015, p. 18-21

Les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens sont un des piliers de la réforme de la tarification actuellement en préparation au ministère. Le principe ? Remplacer les conventions tripartites par des contrats permettant de s'engager sur des objectifs plus qualitatifs et, au passage, donner un coup de jeune à l'allocation des ressources. Qui sera concerné ? Quand la réforme sera-t-elle mise en place ?

- La mutualité française : numéro un sur les CPOM

### La liste des personnes qualifiées et... ignorées

EHPAD magazine, n° 34, 05/2015, p. 25-26

La liste des personnes qualifiées est un outil instauré par la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale. Alors qu'elle est censée aider les résidents à faire respecter leurs droits, elle est très peu utilisée, certains freinant des quatre fers pour la mettre en place.

### Participation sociale et démarche inclusive en Ehpad

EHPAD magazine, n° 34, 05/2015, p. 28-29

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées célèbre ses dix ans. Chacun se penche actuellement, avec plus ou moins de satisfaction, sur son bilan, notamment en matière d'inclusion sociale. Dans le même temps, qu'en est-il de la participation sociale de ces « personnes en situation de handicap » que l'on nomme « personnes âgées dépendantes », en particulier lorsqu'elles vivent en Ehpad ?

### **Cuisine et restauration. Optimiser pour sécuriser**

EHPAD magazine, n° 34, 05/2015, p. 31-32

Les statistiques de l'Assurance maladie risques professionnels montrent que la fréquence des accidents du travail dans les Ehpad en Île-de-France est trois fois supérieure à la moyenne nationale toutes activités confondues. Les manutentions de personnes ou de charges ainsi que les chutes de plain-pied en sont les causes principales. Cependant, la préparation en cuisine et l'accompagnement de la prise de repas des résidents en sont également une non négligeable.

### **Vie affective et sexualité en ESSMS**

Cahiers de l'actif (les), n° 464-467, 01/2015, 309 p.

- Vie affective et sexuelle : l'évolution du droit et des idées
- Approches développementale et psychopathologique : impacts sur les modes d'accompagnement
- La vie affective et sexuelle à l'épreuve du quotidien institutionnel
- Devenir adulte à l'exercice de la parentalité
- La place de l'intime en institution
- Agressions sexuelles et psycho-traumatiques : quelles réponses possibles en matière de prévention et d'accompagnement ?

## **Maladie d'Alzheimer**

### **Démence : la vie en communauté pour mieux la traiter**

IFSI Angers - Actu Doc 26 juin 2015

<http://www.infirmiers.com/actualites/actualites/demence-vie-communaute-pour-mieux-traiter.html>

Au premier regard, Reigershoeve ressemble à une ferme néerlandaise ordinaire. Les légumes poussent dans le potager, les poules pondent des œufs et les chèvres broutent l'herbe. Mais c'est plus qu'une ferme ; c'est le domicile de 27 personnes atteintes de démence, une maladie évolutive du cerveau rendant difficiles le souvenir et l'accomplissement des activités quotidiennes.

### **Alzjunior : un site internet sur Alzheimer pour les enfants**

Site d'information pour les 6-12 ans - Association Lecma-Vaincre Alzheimer, 2015

<http://www.alzjunior.org/>

## **Santé**

### **Améliorer la prise en charge des personnes âgées polypathologiques**

HAS, juin 2015

[http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c\\_2037157/fr/ameliorer-la-prise-en-charge-des-personnes-agees-polypathologiques](http://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_2037157/fr/ameliorer-la-prise-en-charge-des-personnes-agees-polypathologiques)

## **14. PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP**

---

### **"Moi, ma famille et les autres" : une web série inédite**

Unapei.fr, Site visité le 1<sup>er</sup> juillet 2015

<http://www.unapei.org/Moi-ma-famille-et-les-autres-une.html>

"Moi, ma famille et les autres" donne la parole aux personnes handicapées mentales. On parle souvent à leur place, elles ont, pourtant, tant de choses à nous dire...

## **Le gouvernement veut faciliter l'accès des jeunes handicapés au service civique**

Lagazette.fr, 30/06/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com/>

Le gouvernement va prochainement lancer une campagne pour inciter davantage de jeunes handicapés à s'engager dans des missions de service civique, qui va leur être ouvert jusqu'à 30 ans au lieu de 25 ans, ont annoncé mardi 30 juin les ministres Patrick Kanner et Ségolène Neuville.

## **Accessibilité numérique : un nouveau référentiel, un label et le pari de la pédagogie**

Lagazette.fr, 25/06/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com>

Sortie en mai dernier, la mise à jour du RGAA s'accompagne d'un label qui doit inciter les sites internet administratifs, dont ceux des collectivités locales, à se mettre en conformité pour tenter ainsi de pallier l'échec de la précédente version. E-Accessible a été présenté le 25 juin par Ségolène Neuville, la secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion. Apports et mode d'emploi

## **Enfants handicapés. Accompagnement extrascolaire : une demande mal satisfaite**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 30-33

Les enfants handicapés ne sont pas que des élèves. Mais, en dehors de l'école, le souci de leur inclusion est mal pris en compte. Certains services d'aide à domicile montrent pourtant qu'il est possible de proposer des solutions adaptées aux parents dont les enfants ont des besoins particuliers d'accompagnement.

- Compensation et accessibilité, les piliers de l'inclusion : expérience de l'association Handisup, en Loire-Atlantique

<http://www.handeo.fr/vous-informer-publications-handeo>

<http://www.handeo.fr/vous-informer-actualites>

<http://www.handisup.fr/>



## **PODCAST (réécouter) «L'évolution du regard de la société sur le handicap »**

Emission diffusée dans « Service public », le 18/06/2015 - 10.00 à 11.00

<http://www.franceinter.fr/emission-service-public-handicap-et-societe>

La condition des personnes handicapées est une course d'épreuves. On parle dans Service Public des progrès accomplis pour faciliter la vie et l'accessibilité des personnes handicapées, ou plutôt ceux qui n'ont pas été accomplis.

## **Communiquer sans la parole ? Guide pratique des techniques et des outils disponibles**

ALIS (Association du Locked-In Syndrome), mars 2015, 47 p.

[http://www.alis-asso.fr/wp-content/uploads/2014/05/Communiquer\\_2011\\_-2\\_1\\_.pdf](http://www.alis-asso.fr/wp-content/uploads/2014/05/Communiquer_2011_-2_1_.pdf)

## **Congrès international des acteurs de l'accompagnement, 8 au 10 avril 2015, Limoges**

Cima.2015.com, Site visité le 18/06/2015

Les actes :

<http://www.cima2015.com/les-actes-du-cima/>

Les vidéos :

<http://www.cima2015.com/le-cima-en-vidéos/>

## Autisme

### Le monde de l'autisme

Les écrans du social, 24/06/2015

<http://ecransocial.free.fr/spip.php?article633>

Un web-documentaire de Valeria Lumbroso, Flair productions, TV5 Monde, 2014.

### TSA et neurotypique – Mieux se comprendre – Un guide pour mieux comprendre les personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, Québec, 32 p., 2015

<http://www.autismemonteregie.org/assets/Publications/Guide-TSA-2015.pdf>

Ce guide est le résultat d'une collaboration entre l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, le CRDITED-ME, le SRSOR, et Autisme Montérégie. De plus, une validation a aussi été faite auprès de personnes ayant un TSA afin d'améliorer le contenu pour qu'il puisse répondre à leurs besoins. S'adressant principalement aux adolescents et aux adultes ayant un trouble du spectre de l'autisme, ce document vise à permettre une meilleure compréhension du fonctionnement TSA et de celui des neurotypiques [non-autiste]. Différents thèmes y sont abordés : le traitement de l'information, le traitement sensoriel, la communication, les relations sociales, l'anxiété...

### Syndrome d'Asperger : dans la peau d'un extra-terrien

Les écrans du social, 24/06/2015

<http://ecransocial.free.fr/spip.php?article639>

Un web-documentaire de Leïla MARCHAND et Cléa SALAUN  
France, Marchand Leïla, Salaün Cléa, 2015.

## Emploi

### L'Agefiph dresse un bilan en demi-teinte pour l'emploi et le chômage des travailleurs handicapés

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 8

Au 31 décembre 2014, 452 701 actifs handicapés étaient demandeurs d'emploi, soit une augmentation de 9,5 % en un an, alors que le nombre total de demandeurs d'emploi a crû de 6,1 % sur la même période, déplore l'Agefiph (Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées) dans son dernier bilan de l'emploi et du chômage des personnes handicapées. « Si leur niveau de formation s'améliore lentement, les personnes handicapées ont des difficultés d'insertion du fait notamment d'un âge élevé (45 % de demandeurs d'emploi ayant 50 ans ou plus, soit une hausse de 14 points en sept ans) et d'une ancienneté au chômage importante (56 % de chômeurs de longue durée contre 43 % pour l'ensemble des demandeurs d'emploi) », analyse le fonds.

<https://www.agefiph.fr/Actus-Publications/Fil-d-actu/Decouvrez-les-derniers-chiffres-de-l-emploi-et-du-handicap>

## Handicap psychique

### Handicap psychique : "les progrès doivent aller plus vite"

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2916, 26/06/2015, p. 17

Le 25 juin, l'Union nationale des amis et familles de personnes malades et/ou handicapées psychiques (Unafam) consacrait un colloque au bilan de la loi "handicap" du 11 février 2005, qui a reconnu les troubles psychiques comme un handicap à part entière. Pour Béatrice Borrel, vice-présidente de l'union, des progrès restent à faire.



## **Nouveaux regards sur la schizophrénie / CABUT Sandrine**

Monde (le), n° 21907, 24/06/2015, p. 4-5

Pourra-t-on un jour prévenir la schizophrénie ? « Il y a vingt ans, c'était inenvisageable. Aujourd'hui, c'est un objectif atteignable, assure le professeur Marie-Odile Krebs, chef de service à l'hôpital Sainte-Anne (Paris), qui préside l'Institut de psychiatrie, incluant vingt et une équipes françaises. Nous pouvons maintenant proposer des prises en charge précoces, avant même le premier épisode psychotique, ce qui réduit sensiblement le risque de basculer dans une schizophrénie. Et l'enjeu pour l'avenir est de pouvoir repérer les individus vulnérables, pour s'inscrire encore plus dans des démarches de prévention.

## **"En réalité, les schizophrènes ne sont pas plus dangereux que d'autres personnes"**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 34-35

Près de 1 % de la population souffre de schizophrénie, et pourtant le grand public reste mal informé sur cette pathologie psychique. Avec son confrère Bernard Granger, le psychiatre Jean Naudin a entrepris de démonter un certain nombre d'idées reçues sur cette « maladie de l'existence ». Il plaide notamment pour un décloisonnement entre soignants et travailleurs sociaux.

## **Intimité**

### **Vie affective et sexualité en ESSMS**

Cahiers de l'actif (les), n° 464-467, 01/2015, 309 p.

- Vie affective et sexuelle : l'évolution du droit et des idées
- Approches développementale et psychopathologique : impacts sur les modes d'accompagnement
- La vie affective et sexuelle à l'épreuve du quotidien institutionnel
- Devenir adulte à l'exercice de la parentalité
- La place de l'intime en institution
- Agressions sexuelles et psycho-traumatiques : quelles réponses possibles en matière de prévention et d'accompagnement ?

### **L'APPAS présente une proposition de loi visant à légaliser l'accompagnement sexuel**

Lettre d'information du site des ASH, 30/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86422/l-appas-presente-une-proposition-de-loi-visant-a-legaliser-l-accompagnement-sexuel.html>

Obtenir la légalisation de l'accompagnement sexuel en France, "à l'instar d'autres pays européens" comme les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse ou encore le Danemark". C'est ce à quoi aspire l'Association pour l'accompagnement sexuel des personnes handicapées (APPAS) qui a soumis, vendredi 26 juin, à une quarantaine de parlementaires, le texte d'une proposition de loi visant à créer un nouvel article au chapitre "Participation des usagers au fonctionnement du système de santé" du code de la santé publique et à modifier le code pénal.

<http://www.appas-asso.fr/>

## **Personnes handicapées vieillissantes**

**Les personnes handicapées vieillissantes : indicateurs médicaux et psychosociaux du vieillissement en Région Alsace / Dr. Katia MANGENEY - CDRS Colmar.** Avec la contribution du CREAI Alsace et le soutien financier de l'ARS Alsace.

<http://www.moteurline.apf.asso.fr/spip.php?article3523>

Etude du vieillissement dans les Foyers d'Accueil Médicalisé (FAM) en région Alsace. Rapport d'étude, avril 2014.

### Des fiches en BD pour accompagner les personnes handicapées dans leur parcours de santé

CoActis, 2015

<http://www.coactis-sante.fr/#!santebd/c22hc>

## 15. POLITIQUES SOCIALES

---

### Construire de nouvelles proximités

Maires de France, n° 325, 06/2015, p. 40

Les élus du pays de Craon (Mayenne) ont transformé une obligation – la fusion – en une occasion de poser les bases d'un projet social.

### Le règlement départemental d'aide sociale : ni trop ni pas assez

Actualité Juridique. Droit Administratif, n° 20/2015, 15/06/2015, p. 1158-1162

Le Conseil d'Etat rappelle l'étendue de la compétence des juridictions spécialisées de l'aide sociale (1ère espèce). Il indique que le règlement départemental d'aide sociale peut aller au-delà des prescriptions légales et réglementaires (1ère espèce), mais pas en-deçà (2ème espèce)

CE, 12 novembre 2014, Département de Maine-et-Loire, n° 361194 et CE, 28 novembre 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n° 365733

<http://www.legifrance.gouv.fr/>

<http://www.legifrance.gouv.fr>

### L'action sociale bousculée par la recomposition institutionnelle /

Maires de France, n° 325, 06/2015, p. 36-37

L'action sociale locale est bousculée : remise en question de l'obligation d'avoir un CCAS, montée de l'intercommunalité, recomposition des rôles des départements et des métropoles... Cette réorganisation offre une occasion de repenser l'action sociale locale et de réfléchir à la question de l'échelle pertinente.

- Relations communes/départements : un nouveau maillage en construction
- Construire de nouvelles proximités : expérience de la communauté de communes du Pays de Craon (53)
- Le centre social du Briançonnais "vit de l'intercommunalité"

### Vivre ensemble : la laïcité, ça s'apprend

Gazette des communes, des départements, des régions (la), n° 2276, 29/06/2015, p. 19-24

Les agents se forment pour comprendre et appliquer : concept souvent qualifié d'insaisissable, la laïcité doit pourtant être comprise par les agents des collectivités afin d'être appliquée. Etat des lieux des formations proposées. Points de vue : "Grâce à ma formation, j'ai conçu un guide pratique" ; "L'atelier "La laïcité dans les services publics" m'a dotée d'outils de réflexion pour élaborer un plan.

Les acteurs haussent le ton mais cherchent leurs mots : porte-parole du message de laïcité, les collectivités disposent de nombreux outils pour accomplir cette mission. Néanmoins les acteurs s'interrogent encore sur le fond de leur discours.

Expérience : en phase de finalisation, le projet de La Chapelle-sur-Erdre est devenu un jeu qui transporte les enfants dans l'univers de la laïcité.

"Non instrumentaliser la laïcité est un préalable". Yann Lasnier, secrétaire général de la Fédération Léo-Lagrange, acteur-clé de l'apprentissage de la laïcité, milite pour les dispositifs émancipateurs.

<http://goo.gl/sDijj>

**"Finances sociales départementales : la cote d'alerte" / LAFORE Robert**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2916, 26/06/2015, p. 36

"En ce qui concerne l'action sociale [...], les départements sont le plus souvent des gestionnaires de dispositifs divers dont ils ne maîtrisent ni les tenants ni les aboutissants"

**Le centre social du Briançonnais « vit l'intercommunalité »**

Maires de France, n° 325, 06/2015, p. 41

Les centres sociaux font partie de ces acteurs qui, autant en ville qu'à la campagne ou la montagne, participent au développement social local.

**Au-delà du PIB, un tableau de bord pour la France / AUSSILLOUX Vincent, CHARRIE Julia, JEANNENEY Matthieu, MARGUERIT David, PLOUX-CHILLES Adélaïde**

Note d'analyse (la), n° 32, 06/2015, 8 p.

<http://www.strategie.gouv.fr/publications/dela-pib-un-tableau-de-bord-france>

Après une large consultation d'experts, de la société civile et des citoyens, France Stratégie et le CESE proposent un tableau de bord d'indicateurs destinés à mieux mesurer l'état et le développement de notre pays, dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales.

**Etat, associations, entreprises sociales : vers de nouvelles logiques de financement ? /**

ARTOIS Pierre, DE PREVAL Cécile, SKA Viviane

Revue française de service social, n° 257, 2015, p. 4-121

L'analyse des modalités de financement des prestataires de politiques sociales est le parent pauvre des recherches menées dans le monde francophone. Pourtant, elles apparaissent comme un facteur majeur de différenciation. Ce numéro souhaite ouvrir un espace de réflexion afin de mettre en lumière les enjeux liés aux transformations des pratiques et référentiels du monde associatif dans ses relations avec les pouvoirs publics. Les différentes contributions proposent d'aborder ces enjeux à partir de l'analyse de trois illustrations du déploiement actuel des nouvelles logiques de financement : la normalisation des appels à projets comme mode de financement de travail, le développement d'une bureaucratie à l'aune de la nouvelle gestion publique et enfin l'individualisation des allocations.

<http://www.lespolitiquessociales.org/1&2-2015.html>

## 16. PROTECTION DE L'ENFANCE

---

**Droit des mineurs. Avocat d'enfants, un traducteur de la parole du jeune**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2914, 12/06/2015, p. 32-35

Dans le sillage de la Convention internationale des droits de l'enfant, des avocats ont choisi de se spécialiser dans la défense et l'assistance des mineurs et de se structurer en groupements. Intervenant notamment en protection de l'enfance ou devant le juge aux affaires familiales, ces experts ont vocation à porter la parole de l'enfant et à éclairer le magistrat sur ses souhaits.

- Un trio pour écouter la parole de l'enfant

**Parentalité à construire**

Lien social, n° 1165, 11/06/2015, p. 20-22

Inspiré par l'expérience du centre parental Aire de famille à Paris, l'Association marseillaise Habitat alternatif social ouvre en juillet 2014 un dispositif expérimental. L'idée est d'accompagner les deux parents pour éviter les placements d'enfants. En rompant avec l'habitude de séparer les familles, l'équipe fait face à la violence conjugale.

**Enfants placés. Grandir avec quelles racines ?**

Bulletin de la protection de l'enfance (le), n° 71-72, 03/2015, p. 5-9

Nés quelque part et élevés ailleurs, par d'autres que leurs parents biologiques : les enfants placés dans le cadre de la protection de l'enfance grandissent avec des racines forcément multiples. Que conservent-ils de leur milieu familial d'origine ? Effacent-ils ces attaches originelles pour les remplacer par d'autres ? Comment grandir avec ces racines entremêlées ? Jeunes et moins jeunes "passés par là" nous racontent.

### **L'évaluation externe à SOS Villages d'enfants**

Bulletin de la protection de l'enfance (le), n° 71-72, 03/2015, p. 10-11

Consolider le projet associatif et ouvrir de nouvelles perspectives.

### **Vie affective et sexualité en ESSMS**

Cahiers de l'actif (les), n° 464-467, 01/2015, 309 p.

- Vie affective et sexuelle : l'évolution du droit et des idées
- Approches développementale et psychopathologique : impacts sur les modes d'accompagnement
- La vie affective et sexuelle à l'épreuve du quotidien institutionnel
- Devenir adulte à l'exercice de la parentalité
- La place de l'intime en institution
- **Agressions sexuelles et psycho-traumatiques : quelles réponses possibles en matière de prévention et d'accompagnement ?**

### **Rétention administrative : le nombre d'enfants enfermés a augmenté en 2014**

Lettre d'information du site des ASH, 30/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86437/retention-administrative-le-nombre-d-enfants-enfermes-a-augmente-en-2014.html>

Alors qu'elles militent depuis de nombreuses années contre l'enfermement des étrangers, les cinq associations qui interviennent dans les centres de rétention administrative (CRA) pour y assurer une mission d'information et d'assistance juridique - l'Assfam, la Cimade, Forum réfugiés-Cosi, France terre d'asile et l'Ordre de Malte - constatent, une fois encore, dans leur cinquième rapport, publié mardi 30 juin, une augmentation du nombre de personnes enfermées en 2014. "Plus 9 % par rapport à l'an dernier", précise David Rohi, responsable de la "commission éloignement" de la Cimade. "Soit près de 50 000 personnes privées de liberté - 10 fois plus qu'en Allemagne et 18 fois plus qu'en Angleterre !" Rien qu'à Mayotte, précisent les associations, le placement en rétention a progressé de 19 %. Quant au taux d'éloignement suite à cet enfermement, il varie de 48 % en métropole à 64 % en Guyane et à près de 100 % à Mayotte.

#### **Centres et locaux de rétention administrative - Rapport 2014**

<http://cimade-production.s3.amazonaws.com>

### **Maintien du lien parental et intérêt de l'enfant : quelques références récentes sur le sujet à signaler**

Lettre UNAF n° 491 / 29 juin 2015

<http://www.unaf.fr/spip.php?article18835>

La question du maintien du lien parental et de l'intérêt de l'enfant se pose tant en droit de la famille qu'en protection de l'enfance, notamment en cas de défaillance parentale.

### **La cellule de recueil des informations préoccupantes du Morbihan**

Lettre d'Apriles n°54 – 19/06/2015

<http://www.apriles.net/>

Afin d'améliorer l'évaluation des informations préoccupantes, la cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) du Morbihan a réorganisé son fonctionnement.

### **Protection de l'enfance : Le parrainage, une réponse à l'isolement des jeunes majeurs**

Lettre d'Apriles n°54 – 19/06/2015

<http://www.apriles.net>

Afin d'assurer un accompagnement de qualité auprès des jeunes majeurs pris en charges par l'ASE, mais également une fois sortis du dispositif de protection de l'enfance, l'ADEPAPE du Finistère a mis en place un dispositif de parrainage en lien avec le Conseil départemental du Finistère et l'association France Bénévolat.

### **Protection de l'enfance : Laurence Rossignol décline sa feuille de route en plan d'action**

Lettre d'information du site des ASH, 17/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86008/protection-de-l-enfance-laurence-rossignol-decline-sa-feuille-de-route-en-plan-d-action.html>

Lundi 15 juin, à l'occasion des 8e assises nationales de la protection de l'enfance, la secrétaire d'Etat chargée de la famille a présenté la version définitive de sa feuille de route pour la protection de l'enfance. Une feuille de route élaborée, pour mémoire, dans le cadre de la concertation menée depuis l'automne dernier avec l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance et que Laurence Rossignol avait déjà largement dévoilée lors de la restitution de la concertation le 1er juin. Couvrant la période 2015-2017, elle prend la forme d'un plan d'action de **101 mesures, dont le calendrier de réalisation sera précisé "très prochainement"**.

### **Connaitre la famille et travailler avec elle, dans l'intérêt de l'enfant. Actes des Échos du Forum régional des militants familiaux, lundi 24 et mardi 25 novembre 2014 – Lyon**

Uraf Rhône-Alpes, 2014, 20 p.

[http://www.uraf-rhonealpes.fr/wp-content/uploads/2014/11/Echos-Forum2014\\_web.pdf](http://www.uraf-rhonealpes.fr/wp-content/uploads/2014/11/Echos-Forum2014_web.pdf)

- Travailler avec les familles dans l'intérêt de l'enfant : une préoccupation du législateur ?
- Travailler avec les familles dans l'intérêt de l'enfant : une préoccupation des professionnels ?

## **17. PROTECTION DES MAJEURS**

---

### **La stérilisation à visée contraceptive des majeurs protégés : éthique et réglementation**

Lettre d'informations de l'espace ressources Protection juridique des majeurs, 06/2015

<http://protection-juridique.creainpdc.fr/>

Le respect de la vie affective et sexuelle des personnes sous mesure de protection a pour corollaire la réflexion autour de la contraception. Le sujet, intime et complexe, nécessite une bonne compréhension des enjeux et mécanismes de la procréation pour une mise en pratique efficace correspondant aux souhaits des personnes. L'altération des facultés mentales ou l'impossibilité d'exprimer sa volonté, conditions nécessaires à la mise en place d'une mesure de protection, peuvent rendre une contraception difficile et poser de nombreuses questions quant au respect de la liberté individuelle et à la protection des personnes vulnérables.

### **Protection des majeurs. Les mandataires judiciaires inquiets**

Lien social, n° 1166, 25/06/2015, p. 16-17

Relative à la modernisation et à la simplification du droit, la loi du 16 février 2015 permet d'habiliter plus facilement les membres de la famille pour s'occuper d'un majeur protégé. Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs craignent des dérives de spoliations familiales

### **Réforme de la protection des majeurs : des aménagements adaptés à la pratique**

Mensuel des maisons de retraite (le), n° 181, 05/2015, p. 25-26

Si la protection juridique des majeurs a été profondément renouvelée à l'occasion de la loi du 5 mars 2007, mise en œuvre à partir de 2009, de nouvelles dispositions sont venues apporter des compléments utiles en février dernier ? Que faut-il en retenir ?

## 18. TRAVAIL SOCIAL

---

### **Travail social : « Mobiliser la politique sociale comme un atout et un investissement », Cyprien Avenel**

Lagazettesantesocial.fr, 26/06/2015

<http://www.gazette-sante-social.fr>

Après la loi Maptam (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi relative à la délimitation des régions, la loi "Notre" (portant nouvelle organisation territoriale de la République), dernier volet de la réforme territoriale, va être examiné en deuxième lecture le 29 juin à l'Assemblée nationale. Le secteur social, s'il semble a priori peu impacté, doit s'interroger sur les effets de la réforme sur son champ d'action. Des mutations profondes dans les manières de penser et de conduire l'action publique sont en cours. Elles doivent conduire à sortir d'une approche institutionnelle de répartition des compétences pour prendre en compte la dimension territoriale et transversale des projets. Nous avons recueilli, à ce sujet, le sentiment du sociologue Cyprien Avenel.

### **Travail social – « Redonner confiance aux experts du dernier mètre », Alexandre Moine**

Lagazettesantesocial.fr, 26/06/2015

<http://www.gazette-sante-social.fr/20642>

Après la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Maptam) et la loi relative à la délimitation des régions, la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre), dernier volet de la réforme territoriale, sera examiné en deuxième lecture à l'Assemblée nationale le 29 juin. S'il semble a priori peu impacté, le secteur social doit s'interroger sur les effets de la réforme sur son champ d'action. Des mutations profondes dans les manières de penser et de conduire l'action publique sont en cours. Elles doivent conduire à sortir d'une approche institutionnelle de répartition des compétences pour prendre en compte la dimension territoriale et transversale des projets. Nous avons rencontré Alexandre Moine, professeur des universités en géographie à l'université de Franche-Comté et auteur de l'ouvrage « Travail social et territoire : concept, méthode, outils ».

### **Ultime mobilisation des travailleurs sociaux avant la remise du rapport Bourguignon**

Lagazette.fr, 25/06/2015

<http://www.lagazettedescommunes.com>

Les travailleurs sociaux étaient appelés à rejoindre, jeudi 25 juin, un mouvement de grève qui dépasse leur simple secteur. A cette occasion, ils comptaient défendre la spécificité de leur métier et exprimer à nouveau leur opposition au projet d'un diplôme unique de travailleur social. Mi-juillet, la députée Brigitte Bourguignon, chargée d'une mission sur le sujet, dévoilera ses recommandations.

### **Une lettre ouverte en faveur d'une "doctrine" pour le travail social**

Lettre d'information du site des ASH, 22/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86192/une-lettre-ouverte-en-faveur-d-une-doctrine-pour-le-travail-social.html>

**A quelle réforme des diplômes s'attendre** dans le cadre des "états généraux du travail social" annoncés pour l'automne ? Dans l'attente de la remise du rapport de la députée Brigitte Bourguignon, chargée d'une consultation sur le sujet, et malgré les tentatives d'apaisement de la secrétaire d'Etat chargée de la lutte contre l'exclusion, le rapport du groupe de travail "métiers et complémentarités", validée par la commission professionnelle consultative (CPC) du travail social et de l'intervention sociale en décembre dernier, suscite toujours beaucoup d'inquiétudes.

## **Fonction publique : vers une revalorisation de la filière sociale en catégorie A ?**

Lettre d'information du site des ASH, 17/06/2015

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/86033/fonction-publique-vers-une-revalorisation-de-la-filiere-sociale-en-categorie-a-.html>

Au détour de ses propositions sur la rémunération des fonctionnaires, la ministre de la Fonction publique a glissé une remarque qui soulève doutes et interrogations : "les agents de la filière sociale devraient bénéficier, à compter de 2018, de la reconnaissance de leurs qualifications sur le modèle des filières paramédicales". Interrogé par les ASH, le cabinet de Marylise Lebranchu a confirmé que "la filière sociale [passerait] progressivement en catégorie A", sans plus de précisions.

## **Les nouvelles règles encadrant les stages**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2916, 26/06/2015, p. 45-50

La loi du 10 juillet 2014, complétée quelques mois plus tard par un décret et a amélioré le statut des stagiaires. Le point sur ces nouvelles dispositions qui concernent aussi les étudiants en travail social.

## **Pour un droit à l'accompagnement garant de la participation sociale / DENIMAL Dominique**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2916, 26/06/2015, p. 32-33

Le législateur doit reconnaître un droit à l'accompagnement social aux individus que notre système économique n'arrive plus à intégrer, défend Dominique Denimal, assistant de service social, sociologue de formation. Ce droit permettrait de les placer non plus en situation de débiteurs mais de créancier des services de l'action sociale, et de les réinscrire comme des citoyens de la société

## **Souffrance psychique. Les Invités au festin soignent autrement /**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2916, 26/06/2015, p. 30-31

Depuis 25 ans, les Invités au festin développent une expérience d'alternative psychiatrique fondée sur la création de lieux d'accueil de vie non médicalisés et une vie communautaire. Un modèle de "psychiatrie citoyenne" que l'association diffuse aujourd'hui en France et ailleurs.

- Claudine Rossetti :

"Les choses ne bougent pas dans le secteur psychiatrique"

## **Le Caferuis, une formation "exportable" à d'autres pays / PERARD Sophonie**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 36-37

Insuffisamment reconnu en France malgré ses atouts – qui viennent d'être mis en avant par une étude (voir ce numéro, page 15) –, le Caferuis suscite pourtant un grand intérêt dans les pays voisins, explique Sophonie Pérard, présidente de la Fédération française de l'encadrement intermédiaire. D'où le projet de cette dernière de développer une formation de type Caferuis à l'échelle internationale.

## **Le Caferuis victime de son succès ?**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2915, 19/06/2015, p. 15-16

L'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche associative, sanitaire, sociale et médico-sociale s'est penché sur la façon dont les employeurs et les salariés s'emparent de ce diplôme. L'enjeu : prévenir un risque de décalage entre l'offre et les besoins.

<http://www.obs-professionsolidaires.fr>

## **L'accompagnement social en danger ? / DROUET Roger**

Actualités sociales hebdomadaires, n° 2914, 12/06/2015, p. 38-39

Certaines évolutions technocratiques mettent en péril le respect dû à la personne accompagnée pourtant défendu dans les textes et les discours, s'alarme Roger Drouet, président du Mouvement pour l'accompagnement et l'insertion sociale (MAIS). Il invite les travailleurs sociaux à participer aux transformations actuelles sans céder ni sur l'éthique, ni sur la place de la personne.

<http://www.mais.asso.fr/>

### **Comment prendre soin ? / OSSORGUINE Marc (Dir)**

Vie sociale et traitements, n° 126, 06/2015, p. 12-80

Que fait-on dans toutes les institutions qui relèvent du sanitaire, du social, du médicosocial, de l'éducatif ?... Au-delà, ou plutôt au-dessus des fonctions techniques (éduquer, soigner, compenser...), on y accueille des personnes pour, comme on dit, en prendre soin. Même si cela n'est souvent pas mis en avant dans les missions et les habilitations, voire dans les évaluations, le souci du bien-être de l'autre est une condition préalable qui, faute d'être, peut rendre bien difficiles toutes les autres missions, voire les tenir en échec. Mais comment prend-on soin de l'autre? Comment l'hospitalité ou la bienveillance peuvent-elles être partie prenante des pratiques ? Cure et care sont proches ! Comment conjugue-t-on cela au présent des pratiques, que ce soit au travers des actes quotidiens ou dans l'élaboration des dispositifs d'aide, d'accompagnement ou de soin ?

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2015-2.htm>

### **Le jardin, outil d'animation / MICHEL Laurent**

Vie sociale et traitements, n° 126, 06/2015, p. 7-10

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2015-2-p-7.htm>

Comment, dans un jardin partagé, l'animatrice conçoit-elle son rôle, sa posture dans la mise en place et la pratique de cette activité avec les habitants du quartier ? Comment passer d'un rôle moteur à celui d'accompagnatrice ?

### **Quand l'individu s'émancipe grâce aux autres / BRUGERE Fabienne**

Projet, n° 346, 06/2015, p. 59-67

<http://www.cairn.info/revue-projet-2015-3-page-59.htm>

Une société d'individus est-elle incompatible avec une société où l'on prend soin d'autrui ? Au contraire ! Pour F. Brugère, ces requêtes se rejoignent désormais : le travail social consiste ainsi à permettre aux individus de reconquérir leur puissance d'agir.

### **Nouvelle organisation « Il faut retrouver la dimension transversale du travail social » Entretien avec Brigitte Bourguignon**

Lettre du cadre territorial (la), n° 489, 06/2015, p. 14-15

<http://www.lettreducadre.fr/11536/il-faut-retrouver-la-dimension-transversale-du-travail-social/>

Missionnée par Marisol Touraine, ministre de la Santé et des Affaires sociales, pour élaborer un plan d'action de revalorisation du travail social, Brigitte Bourguignon avance en terrain miné. Les professionnels redoutent que la recherche d'une plus grande clarté dans l'architecture des diplômes remette en cause leur spécialisation. Le rapport sera remis à la ministre fin juin.

### **L'accompagnement social des risques de la vie. INSET d'Angers, 5 septembre 2014. Les actes du séminaire**, INSET Angers, 2015, 84 p.

[http://www.cnfpt.fr/sites/default/files/actes\\_seminaire\\_risques\\_05\\_sept.\\_2014.pdf?gl=NjliOGJkMzI](http://www.cnfpt.fr/sites/default/files/actes_seminaire_risques_05_sept._2014.pdf?gl=NjliOGJkMzI)



## **Politiques publiques et population : le travail social créateur de cohésion ? Journées nationales d'étude, 13 et 14 novembre 2014, Association nationale des Assistant(s) de Service Social**

Revue française de service social, n° 257, 2015, 155 p.

Au sommaire :

- Entre institutions et population : droit des personnes, contraintes des institutions, place des travailleurs sociaux
- Forces, fragilités et rupture des liens sociaux : quelle vision du "vivre ensemble aujourd'hui" ?
- Le développement social, avenir du travail social ?
- Discussion : du revenu minimum d'insertion à l'Assemblée nationale
- Le travail social de secteur à l'épreuve des logiques managériales
- Retrouver le sens et le lien dans le contexte actuel de l'action sociale. Table ronde
- Les Etats généraux du travail social : quelles perspectives et quelle "refondation" du travail social
- Les ateliers :
  - \* le non-recours aux droits
  - \* les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) : impacts sur le travail social
  - \* Partage d'informations et secret professionnel : quels usages, quels objectifs ?
  - \* Du croisement des savoirs à la compétence
  - \* Le respect de la temporalité
  - \* Sortir des "sentiers battus" pour favoriser la mobilisation citoyenne : l'expérience de la Maison Goudouli
- Du consentement quand la vulnérabilité s'installe
- Pour une éthique des pratiques professionnelles

## **19. VIOLENCES**

---

### **Fiche réflexe: Prévenir les risques d'excision avant les vacances scolaires**

Cybertine #101, 24/06/2015

<http://www.excisionparlonsen.org/fiche-reflexe-prevenir-les-risques-dexcision-avant-les-vacances-scolaires/>

Chaque été, des milliers de petites filles et d'adolescentes issues des migrations retournent dans les pays d'origine de leurs parents pour les vacances. Elles peuvent y subir une mutilation sexuelle féminine. Celle-ci peut être l'expression d'une volonté des parents, qui en ont fait l'objectif du voyage ou bien être perpétrée malgré leur opposition, en raison de la pression du contexte local, ou bien encore en leur absence.

### **Les violences faites aux femmes et l'accompagnement des victimes**

Département de Loire-Atlantique, "Repères", n° 24, juin 2015, 8 p.

[http://www.loire-atlantique.fr/upload/docs/application/pdf/2015-06/reperes\\_vf\\_8.pdf](http://www.loire-atlantique.fr/upload/docs/application/pdf/2015-06/reperes_vf_8.pdf)

Les violences faites aux femmes ne sont pas un phénomène marginal, même s'il est complexe à mesurer : on estime en Loire-Atlantique le nombre de victimes entre 5 000 et 38 000, selon les types de violences subies (physiques, sexuelles, psychologiques, harcèlement...). Face à cet engrenage que subissent les victimes, dont les conséquences se font ressentir fortement sur leurs enfants également, l'accompagnement est organisé en Loire-Atlantique dans un partenariat fort entre institutions et associations.

### **Les collectivités appelées à participer au dispositif « téléprotection grave danger »**

Maire-info.com, 24/06/2015

<http://www.maire-info.com/>

Par le biais d'une instruction diffusée hier, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, annonce la généralisation à tout le territoire du dispositif, jusqu'alors expérimental, baptisé « téléprotection grave danger » (TGD). Les collectivités territoriales – dont les communes et EPCI – sont appelées à prendre leur place dans ce dispositif visant à protéger les femmes victimes de violences.

## Violences conjugales. Un travail sur le couple auteur et de la victime

Lien social, n° 1166, 25/06/2015, p. 20-22

Un dispositif singulier a été mis en place en Haute-Saône, pour lutter contre les violences conjugales. Le dispositif Auviv, c'est une prise en charge globale, de l'auteur et de la victime.

## Violences faites aux femmes

Actualités Sociales Hebdomadaires, n°2914 du 12/06/2015

La secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes a demandé à Fatiha Benatsou, coordinatrice de la mission permanente d'évaluation de la politique de prévention de la délinquance auprès du Premier ministre, d'évaluer la politique de lutte contre les violences faites aux femmes. Elle devra se pencher sur les dispositifs d'hébergement – dans lesquels le quota de places prévu pour ces femmes n'est pas à la hauteur des besoins –, le déploiement du « téléphone grand danger » et l'ordonnance de protection, la mise en place des stages de responsabilisation des auteurs de violences ou encore l'articulation et la mise en réseau des collectivités territoriales, des services de l'Etat, des professionnels de santé, de la Justice, des forces de l'ordre et du secteur associatif. Autant de dispositifs prévus par le quatrième plan interministériel de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes 2014-2016 et la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Les objectifs de Pascale Boistard : « optimiser l'emploi de ces outils et parfaire nos connaissances générales sur le sujet ».

## 20. ACQUISITIONS



**Handicap, migration et famille. Enjeux et ressources pour l'intervention interculturelle** / PIERART Geneviève, IES Editions, 2013, 223 p.

Les familles migrantes ayant des enfants en situation de handicap doivent non seulement faire face aux défis liés à cet handicap mais elles doivent de surcroît composer avec les exigences administratives, matérielles, économiques et culturelles liées à leur migration. L'accompagnement professionnel de ces familles soulève des questions spécifiques. Quelle place accorder à l'enfant migrant en situation de handicap ? Comment travailler avec ces familles ? Geneviève Piérart ne propose pas

de « recettes miracle », mais ouvre des pistes de réflexion et d'action pour soutenir une intervention créative et innovante dans des situations souvent douloureuses et complexes. A travers une synthèse des approches disciplinaires utiles pour comprendre la problématique, une recension d'outils, des illustrations tirées de la littérature et des analyses de cas, le lecteur est invité à repenser l'intervention dans le champ du handicap à l'aune de l'interculturalité, et passer par là, d'une perspective de « double handicap » ou de « double altérité » à une perspective de « double compétence » de ces enfants et de leurs familles.

[http://www.hesge.ch/hets/sites/default/files/livre/table\\_matiere/ies21\\_tdm.pdf](http://www.hesge.ch/hets/sites/default/files/livre/table_matiere/ies21_tdm.pdf)



**La personne polyhandicapée : éthique et engagements au quotidien** / ZUCMAN Elisabeth, HIRSCH Emmanuel, Eres, 2015, 504 p.

À l'initiative du Groupe polyhandicap France et de l'Espace de réflexion éthique de la région Île-de-France, des parents, des professionnels et des philosophes se sont associés pour confronter, dans chaque domaine de la vie au quotidien des personnes polyhandicapées et de leurs proches, expériences, savoirs et points de vue. Sans concession, avec une exigence de vérité et de responsabilité, cet ouvrage développe des thématiques importantes avec le souci de présenter des témoignages, des observations et des expertises spécifiques qui se complètent pour parvenir à une forme de cohérence tellement indispensable face à des circonstances qui si souvent nous défient. Les auteurs renvoient aux valeurs qui fondent la vie démocratique, tout en proposant très concrètement des repères et des modes d'intervention respectueux d'une personne polyhandicapée, reconnue dans sa place et sa position parmi nous, au coeur de nos vies et de la société. Une démarche d'éthique appliquée originale qui vise le bien-être et la réalisation d'une personne reconnue pour ce qu'elle est, au-delà de son polyhandicap



**Économie sociale et solidaire : contribuer au développement des territoires. Enjeux, initiatives et modes d'intervention** / AVISE, TCHERKACHINE Didier, RTES, ARGO&SILOE, CANNELLE Marion, FEDERICI Anne-Laure, GORGET Prunelle, Territorial Editions, 2015, 182 p.

Le développement des territoires et le changement d'échelle de l'économie sociale et solidaire n'ont jamais été autant liés qu'aujourd'hui. Mais ce destin commun pose un certain nombre de questions : quels sont les enjeux actuels et futurs des entreprises de l'ESS ? Comment les collectivités peuvent-elles soutenir les initiatives et les entreprises, conduire une stratégie de soutien à l'ESS ? Quels sont les points de vigilance, notamment en termes de coopération entre collectivités et acteurs publics, pour une meilleure articulation des interventions ?



**L'économie solidaire en pratiques** / HERSENT Madeleine, PALMA TORRES Arturo Eres, 2014, 247 p.

Cet ouvrage est conçu comme une carte de visite de l'économie solidaire, des démarches qu'elle induit et de leurs impacts sur des questions sociétales. Des acteurs engagés montrent comment ils ont construit et développé des initiatives citoyennes alternatives dans différents domaines de l'économie solidaire, sur divers territoires : finance solidaire, commerce équitable, auto-construction, régies de quartier, lieux artistiques et culturels, santé, initiatives de femmes, consommation responsable.



**Au coin d'une ride** / LAMBERT Thibaut

Des ronds dans l'o, 2014, 46 p.

Éric vient de laisser Georges, son compagnon, dans une maison de retraite. Georges a la maladie d'Alzheimer et n'est plus gérable au quotidien. Ce placement est donc pour Éric un ultime recours. Pourtant, cet acte qui devait lui redonner un peu d'oxygène produit tout le contraire. L'agitation qui régnait chez eux fait place au vide et au silence, lourd et oppressant maintenant que Georges ne vit plus dans leur appartement. Comme si ce sentiment n'était pas assez pesant, le directeur de la maison de retraite lui demande de ne pas afficher sa relation amoureuse avec Georges au grand jour, par peur des réactions des autres résidents.

Les 11 lettres d'information documentaire thématiques mensuelles, proposées par le réseau des documentalistes du CNFPT, traitent des informations relatives aux champs de l'action publique locale :

1. Action éducative et sport
2. Aménagement et développement durable des territoires
3. Culture
4. Droit public, collectivités territoriales, citoyenneté, achat public
5. Finances et gestion locale
6. Formation professionnelle, ingénierie de formation, pédagogie
7. Information, systèmes d'information
8. Sécurité, police municipale
9. Sécurité, sapeurs-pompiers et risques majeurs
10. Services techniques urbains et infrastructures publiques
11. Solidarité, cohésion sociale, enfance (lettre bi-mensuelle)

L'objectif de ces lettres est de fournir au lecteur une veille documentaire et de lui fournir des informations issues de la presse, de publications professionnelles et du web.

Les référents-documentalistes de ces lettres sont :

Brigitte BONIN (lettres n°6 et 7), Chantal COUPIGNY (lettre n°2), Florence FLEURY (lettre n°4), Bérangère GODEMENT (lettre n°11), Hélène JURAIN (lettre n°3), Catherine LE QUERRE (lettre n°5), Annie MOREAU (lettres n°8 et 9), Fabienne ODILE (lettre n°10), Dorothee PLARD (lettre n°1).